

COVID-19

Note de veille économique n°5

Semaine 16 - 17 avril 2020



Cette synthèse résulte de la collecte d'informations de différentes sources, essentiellement celles des agents du réseau Chambres d'agriculture (APCA, CRANA et les CDA de la région), qui, avec leurs réseaux de correspondants dans les filières et les territoires, font un remarquable travail de collecte et de synthèse en temps réel.

Trois parties :

- 1. Messages forts**
- 2. Synthèse par filière : Points essentiels et de vigilance**
- 3. Pour aller plus loin : Eclairages et analyses**





Guide de lecture des parties 1 et 2 :






- *Les éléments repris des notes précédentes, mais toujours d'actualité, sont en **italique bleu**.*
- **Ceux propres à cette semaine sont en rouge.**






1 - Messages forts

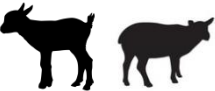





- La durée du confinement strict en place depuis le 17/03 est officiellement prolongé jusqu'au 11/05. *Les modalités de déconfinement restent très incertaines* : à court terme, elles dépendront des développements de la pandémie (2^{ième} pic épidémique...) et de la capacité à tester et protéger la population ; à plus long terme, elles dépendront de la mise au point de traitements et/ou de vaccins.
- La perte de PIB est estimée à -1,5 % de PIB annuel par semaine de confinement en France. La perte d'activité pour le secteur agricole et agroalimentaire est de -6% par semaine de confinement.
- *Les échanges mondiaux et les marchés financiers sont perturbés et très instables. La dette publique explose partout dans le monde.* Des pans entiers de l'économie s'effondrent : ainsi, le marché automobile s'est effondré de -55 % en Europe et de -72 % en France.
- *Inquiétudes sur l'alimentation animale : pénurie de tourteaux de colza à venir et difficultés logistiques sur le soja.*
- Les conditions météorologiques de ces dernières semaines, avec des précipitations très rares sur la partie Nord de la région, inquiètent les éleveurs quant aux futures ressources fourragères.
- En bovin viande, la filière se déchire sur la réalité des stocks en ferme dans un contexte de baisse des cotations.
- La filière horticole, dont les ventes sont en grande partie toujours paralysées, devrait bénéficier de soutiens.
- Pour les vins AOC, la crise s'amplifie. la France sollicite un contingent de distillation.
- La question de la main d'œuvre est très variable selon les départements. La gestion de l'adéquation offre / demande est difficile avec une multiplication des plateformes.
- Selon l'Institut de l'élevage, le Covid-19 amorce une nouvelle crise laitière mondiale.
- En lait de chèvre, Face aux seuls achats des ménages, les transformateurs n'ont plus aucune visibilité sur les commandes de distribution en fromages de chèvre d'une semaine à l'autre et le ramassage et les transformations sont aussi affectées. Les fromagers fermiers souffrent, mais des circuits alternatifs se mettent en place.
- En volailles de chair, les marchés de la dinde et du poulet se tiennent relativement bien (-5 % en volume). En revanche, les producteurs de cailles, pintades, pigeons... nombreux dans la région, ont perdu les deux-tiers de leurs débouchés.
- La filière palmipèdes gras, produit « festif », est profondément impactée, en filière courte comme en filière longue.

2 - Synthèse par thème et filière : Points essentiels et de vigilance

 <p>CONTEXTE GENERAL</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Plus de la moitié de l'humanité est confinée pour encore au moins deux-trois mois</i> : le déconfinement commence dans certains pays, selon des modalités et des conditions très disparates, notamment dans l'Union Européenne. ➤ En France, le déconfinement commencera le 11 mai, mais de manière très progressive, et selon des modalités qui devraient être précisées d'ici la fin de la semaine prochaine. Il durera au-delà de l'été pour une bonne part des activités et de la population : au moins 18 millions de personnes « à risque » pourraient rester confinées plusieurs mois. ➤ En France, le chômage partiel touchait au 15/04/2020 732.000 entreprises et 8,7 millions de salariés, soit plus de 40 % de l'emploi du secteur privé. Sur 3 mois, le coût pour les finances publiques dépasserait 24 milliards d'euros. Selon l'INSEE, l'activité économique a chuté d'un tiers depuis le 17 mars, début du confinement. ➤ <i>L'UE annonce un plan massif de soutien aux entreprises et aux systèmes de santé (540 milliards d'euros)</i>. La France a plus que doublé le budget des soutiens à l'économie, pour le porter à 110 milliards d'euros. ➤ Le marché de l'automobile européen s'effondre de -55 % et de -72 % en France. ➤ <i>Malgré la perturbation des échanges internationaux et les problèmes logistiques, la chaîne alimentaire tient bon.</i> ➤ La capitalisation boursière a fondu d'un quart depuis trois mois. ➤ Le prix du pétrole (brent) reste sous la barre des 30 \$/b depuis un mois, soit une baisse de moitié depuis le début de la crise. ➤ <i>Les monnaies des principaux pays exportateurs agricoles (Russie, Brésil, Ukraine...) décrochent, ce qui renforce la concurrence-prix sur les marchés internationaux.</i> <p>Détails : Durée du confinement</p>
 <p>CHAINE ALIMENTAIRE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>La crainte du droit de retrait dans les IAA, la distribution, les transports s'affirme un peu plus.</i> ➤ <i>Abattoirs : toujours confrontés à un manque de personnel et une perte de productivité avec la mise en œuvre des mesures barrières, ils doivent faire face à une activité erratique au gré des aléas de la demande qui l'est tout autant.</i> ➤ <i>Augmentation des arrêts "maladie" suite à confirmation d'infection et mise en quarantaine des collègues les plus proches.</i> ➤ <i>Des tensions sur les approvisionnements en emballage, les achats UVCI / barquettes progressent toujours fortement (fermeture de nombreux rayons "détail" / "à la coupe").</i> ➤ <i>La réouverture des marchés de plein vent ou couvert est très hétérogène selon les arrêtés préfectoraux et les communes.</i> <p>Détails : Relations économiques et commerciales :</p>
 <p>BANQUE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les mesures de type "Prêt Garanti par l'Etat" (PGE) et "pause" sur les échéanciers se mettent progressivement en place depuis la première semaine d'avril. ➤ Tous secteurs confondus, à l'échelle de Nouvelle-Aquitaine, l'agriculture pèse pour moins de 10 % des demandes. ➤ Les banques attendent un afflux à partir de la mi-mai, une fois les constats mensuels de baisse de chiffre d'affaires effectués, avant tout dans les secteurs les plus impactés en raison de la saisonnalité de leurs ventes. <p>Détails : Banques :</p>
 <p>CONSOMMATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les achats de proximité ou en mode "livraison / drive" se renforcent toujours aux dépens des hypermarchés de périphérie. ➤ La demande en produits locaux et a minima d'origine "France" s'est accentuée. ➤ Constat que le changement de mode d'achat alimentaire peut rapidement évoluer. ➤ La suspension des rayons "traditionnels" et "à la coupe" dans les GMS ou d'une majeure partie des marchés ouverts (malgré les injonctions du Ministre) pèsent sur le débouché des produits "qualité" et en appellation d'origine. <p>Détails : Relations économiques et commerciales :</p>

 <p>MAIN D'ŒUVRE EXPLOITATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les propositions de "bras" continuent de progresser. ➤ Travail à conduire : identifier les candidats qualifiés en agriculture dans ce "stock". ➤ Des problèmes d'adéquation entre la qualité de l'offre de travail par rapport aux besoins des exploitants, et des problèmes d'adéquation géographique (de nombreux travailleurs sont disponibles dans des régions qui n'absorbent pas toute cette main d'œuvre, et ce surplus de travailleurs ne peut pas se déplacer dans les territoires en besoin de main d'œuvre) commencent à se révéler (source APCA). ➤ Sur cette semaine, de nouvelles plateformes ont vu le jour ce qui complexifie la gestion et la mise en relation des offres et demandes. Les passerelles entre les outils ne sont pas opérationnelles. ➤ Beaucoup de sollicitations de candidats perdus par rapport à l'empilement des plateformes. ➤ La question du bénévolat est souvent abordée avec la nécessité de rappeler que du point de vue légal et de la protection sociale, il n'est que toléré en lien direct de famille, hormis cette situation, c'est du travail dissimulé. ➤ Avec la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'espace Schengen : melonniers, fraisculteurs devraient pouvoir compter sur leurs salariés européens comme d'habitude. <p>Détail : Zoom sur les tendances par département recueillies par les ANEFA</p>
 <p>HORTICULTURE ET PEPINIERE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Redémarrage des ventes en fonction des arrêtés préfectoraux (hétérogénéité sur la région).</i> ➤ <i>Développement de la vente en drive et en livraison.</i> ➤ <i>Distorsion forte avec les GMS et jardinerias qui bénéficient d'autorisations de vente plus larges que les producteurs détaillants.</i> ➤ Annonce par le ministre d'un programme de soutien <p>Détails : Horticulture</p>
 <p>ASPERGE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Depuis le 21 mars l'asperge est déclarée en « crise conjoncturelle » par le RNM avec des prix anormalement bas.</i> ➤ Malgré le confinement, la demande est dynamique, comme à son habitude en période de week-end de Pâques, les consommateurs sont bien présents dans les GMS. ➤ Le deuxième pic de production se passe actuellement et les grands ateliers de production souffrent d'un manque de main-d'œuvre. ➤ Les prix de l'asperge se maintiennent sur la semaine 16 (estimation à 6,40€/kg). <p>Détails : Asperges (sources : RNM Agen /CDA40 & CDA33)</p>
 <p>FRAISE</p>	<p>Le marché se porte bien.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les volumes de production sont en croissance grâce aux températures élevées, en particulier sur la fraise ronde. La production de Gariguettes arrive en fin de campagne. ➤ La demande est dynamique et la GMS a bien écoulé ses produits lors du week-end de Pâques et maintient son niveau d'approvisionnement sur cette semaine. ➤ Les prix augmentent légèrement sur les produits "gariguettes" : +10 centimes d'€ payé au producteur, alors qu'ils baisseraient de 20 centimes d'€ sur la fraise "ronde". ➤ La main d'œuvre reste le sujet de préoccupation des fraisculteurs. Les pics de production de la fraise ronde sont attendus sur les 3 prochaines semaines. <p>Détails : Fraises (sources : RNM Agen /CDA47 & CDA24)</p>
 <p>Légumes transformés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Les implantations de Pois se sont déroulées normalement. Reste à savoir quelles seront les conditions de travail pour les saisonniers et équipes de récoltes.</i> ➤ <i>Les programmes de haricots verts semblent augmenter (plus de demande de surface de la part des industriels) dus à une augmentation de la consommation de conserves et surgelés.</i>

 <p>Tomates</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Forte demande de la GMS sur les références grappe et tomate ronde avec mise en avant de la production française (sur toutes les références. ➤ Les volumes sont insuffisants. ➤ Les prix sont globalement bons pour l'ensemble des segments et les meilleurs sont pour la grappe. ➤ Pour les cultures en sol, les plantations se déroulent correctement et la majorité a été mise en place depuis mi-mars avec de bonnes reprises de plantes.
 <p>Salades</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En début de confinement, difficulté de maîtriser le commerce car les achats en magasin sont très irréguliers. Depuis cette semaine reprise d'un flux linéaire. ➤ En début de confinement, pour les variétés GMS perte de 30% de volume non vendu. Depuis ce milieu de semaine les cours sont en amélioration. La GMS a joué le jeu de la préférence française, ce qui a permis d'écouler de grosses quantités et aujourd'hui il manque des volumes.
 <p>Arboriculture</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour les filières arbo (noix, pommes, prunes, châtaigne, kiwi,) l'impact de la crise COVID -19 reste, à ce jour, modéré (stocks d'approvisionnement en intrants et besoins limités...). ➤ Un questionnaire sur la venue de saisonniers pour l'éclaircissage manuel (pommes) dans 7 à 8 semaines. ➤ Une demande soutenue en GMS et sur les circuits courts ➤ Reprise du trafic de poids lourds depuis 10 jours.
 <p>VITICULTURE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour les AOC, la crise sanitaire du COVID19 renforce la baisse de commercialisation enregistrée depuis 18 mois. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le règlement pour l'ouverture d'un contingent de distillation de crise se réalise à l'échelon européen à la demande de chaque Etat Membre. Cette semaine, le Ministre de l'agriculture français réitère sa demande pour la France après sollicitation de tous les bassins viticoles. Le besoin porterait sur 3 millions d'hl, dont 500 000 hl en Gironde. Le gouvernement français sollicite un engagement financier de l'UE. ➤ Pour le Cognac, pas d'éléments nouveaux, la très forte dynamique de la commercialisation est perturbée par des problèmes logistiques d'acheminement et de déchargement des expéditions à l'international (Etats-Unis et Chine en particulier).
 <p>GRANDES CULTURES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tension sur les marchés des céréales à destination de l'alimentation humaine : le blé pourrait dépasser bientôt les 200 €/t. ➤ Le maïs et le soja ont fortement dévissé à la bourse de Chicago avec les perspectives de ralentissement de la consommation animale, de même que toutes les productions agricoles liées au prix des hydrocarbures (sucre, palme) qui sont en chute libre. ➤ Les livraisons de fèves de soja dans les ports français et européens sont rétablies. Par contre, l'importation des tourteaux de soja d'Argentine est difficile, de nombreux dockers y ayant exercé leur droit de retrait. ➤ La disponibilité en tourteaux de colza non OGM n'est plus garantie. La consommation des ménages est globalement ralentie, même si on observe d'importants reports sur la farine, les pâtes... <p>Détails : Grandes cultures et alimentation animale</p>

 <p>CHEVREUX ET AGNEAUX</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les commandes pascales au dernier moment ont permis de désengorger les bergeries, mais les cours n'étaient pas au rendez-vous. ➤ La filière s'inquiète de la gestion des futures sorties qui seront confrontées aux produits d'import que la GMS finira par déstocker. ➤ La poursuite du confinement pèsera sur la consommation future : Ramadan, débouché de la RHD, grillades festives... ➤ Marché du chevreau très dégradé. Les engraisseurs envisagent de stopper le ramassage des chevreaux. <p>Détails : Chevreaux et agneaux :</p>
 <p>BOVIN VIANDE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Le marché du maigre se tient.</i> Les expéditions ont retrouvé un rythme proche de la normale. L'offre est limitée, néanmoins la sélection sur la qualité est toujours forte. Le marché à destination de l'Espagne se dégrade. ➤ Fortes tensions au sein de la filière entre ceux qui annoncent un marché encombré par des stocks sur pied (discours d'une partie des structures d'aval) et la FNB qui déclare que le volume d'animaux en ferme est faible. ➤ Les cours restent sous pression et la marge par animal se dégrade sous l'effet conjoint de l'augmentation des coûts de production. ➤ Le marché du Jeune Bovin mâle est toujours malmené en région avec des débouchés vers l'UE Sud-Est plus difficiles. L'Espagne nous concurrence sur le marché grec. ➤ <i>Toujours des craintes quant à l'encombrement du marché en raison de la future augmentation des réformes laitières.</i> <p>Détails : Bovin Viande :</p>
 <p>PALMIPÈDES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les marchés des produits du palmipède à foie gras sont profondément impactés sur leurs différents créneaux de commercialisation : la filière courte connaît de grosses pertes par l'annulation de commandes en canards prêts-à-engraisser et canards gras (produits frais et commerce); en filière longue, les GMS ont largement réduit leur offre en rayon, et donc leurs commandes, avec notamment la suppression des catalogues de Pâques. <p>Détails : Palmipèdes gras :</p>
 <p>VOLAILLES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les marchés des poulets et dindes subissent une baisse modérée des volumes de - 5 %, mais il y a un déséquilibre matière qui s'accroît (stockage de cuisses...). L'ANVOL demande des restrictions à l'importation et la mise en place de dispositifs européens de stockage privé. ➤ En revanche, les producteurs de cailles, pintades, pigeons, canards... souffrent énormément, leurs débouchés s'étant réduits des deux-tiers. <p>Détails : Volailles de chair</p>
 <p>PORC</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les cours subissent toujours une lente érosion. Le développement de la consommation de viande en grillade est attendu par la filière. ➤ <i>La demande au détail, après un bon lors de la phase de stockage, s'amenuise.</i> ➤ <i>La filière "jambon de Bayonne" souffre des commandes en baisse de la part des salaisonniers (perspectives de baisse de consommation).</i> <p>Détails : Porcs</p>
 <p>LAIT</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La filière laitière (vache) est à la veille d'une crise mondiale : les cours internationaux du beurre et de la poudre s'effondrent. ➤ Le Ministre de l'agriculture, Didier Guillaume, a demandé que la Commission européenne mette en place des mesures de stockage et de réduction de la collecte de « manière urgentissime ». ➤ <i>La collecte de lait de chèvre est globalement assurée. Les difficultés demeurent pour les producteurs fermiers qui manquent de débouchés, malgré la bonne santé des circuits courts.</i> ➤ Les transformateurs doivent assurer le maintien de l'activité dans un contexte inédit, alors que les débouchés des produits transformés sont bouleversés. L'ANICAP sollicite les pouvoirs publics pour déclencher l'aide au stockage privé et la prise en charge de la destruction de lait pour les entreprises concernées. <p>Détails : Filières laitières</p>

3 - Pour aller plus loin : éclairages et analyses

Durée du confinement

Le Président de la République a confirmé lors de son allocution du lundi 13/04 que le confinement strict, en application depuis le 17 mars, sera prolongé jusqu'au 11 mai. Le lendemain, les Ministres de l'Intérieur et de l'Education Nationale ont précisé que le 11 mai est la date de fin du confinement, et que, selon la situation sanitaire à cette date, les modalités progressives de reprise des activités seront précisées au fil des évènements (situation dans les autres pays...) et des connaissances sur la pandémie et ses éventuels développements (traitements, vaccins, immunité collective ou non...). L'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale) alerte sur l'importance à accorder aux conditions du déconfinement, car s'il se fait dans de mauvaises conditions, c'est-à-dire grosso modo sans dépistages massifs (PCR et sérologie) ni protections individuelles généralisées (masques, gants...), nous risquons de prendre une autre vague épidémique qui pourrait mettre sous une tension encore plus extrême nos systèmes de soins, et par là, notre situation socio-économique générale.

Le Président de la République a annoncé le 13/04 : « *Le confinement le plus strict doit encore se poursuivre. C'est la condition pour ralentir encore davantage la propagation du virus, réussir à retrouver des places disponibles en réanimation et permettre à nos soignants de reconstituer leurs forces [...] Je mesure pleinement l'effort que je vous demande durant les quatre semaines à venir. Les règles prévues par le gouvernement devront continuer à être respectées. Elles sont en train de montrer leur efficacité et ne doivent être ni renforcées ni allégées.* »

Le Ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a apporté quelques précisions le lendemain, lors d'une interview sur France Inter : « *ce qu'il [le Président de la République] a annoncé, ce n'est pas le déconfinement le 11 mai, c'est le confinement jusqu'au 11 mai. N'oublions jamais que tout l'enjeu est de réussir le confinement. Il y a une condition pour cela, c'est la discipline et le respect du confinement. Le gouvernement présentera d'ici 15 jours le plan de l'après-11 mai. Tout dépendra de notre capacité à avoir gagné le combat contre le virus. Mais nous gagnerons provisoirement, car ce combat sera à mener sur le long terme.* »

Le ministre de l'Éducation Nationale, Jean-Michel Blanquer, était l'invité de France 2 mardi 14/04 : il a indiqué que « *le retour à l'école ne sera pas obligatoire le 11 mai. [...]. Il est évident que tout ne va pas se passer du jour au lendemain. [...]. Tout le monde ne rentrera pas dès le 11 mai, c'est certain. [...] Il est hors de question d'avoir des classes bondées dans la situation actuelle. On peut imaginer qu'une partie des cours se fassent en petits groupes et que le reste se passe en ligne pour les lycéens, par exemple. [...] Nous avons 2 semaines devant nous pour travailler à l'élaboration de ce retour, dans de bonnes conditions sanitaires, aussi bien pour les élèves que pour les adultes* ».

Sur le développement de la pandémie, une absence de stratégie de sortie entraînerait une seconde vague épidémique selon l'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale). En se fondant notamment sur des données d'hospitalisation recueillies dans la région Île-de-France avant le 17 mars et sur un modèle de transmission du coronavirus SARS-CoV-2 en fonction de l'âge des individus, les chercheurs ont étudié l'impact du confinement et ont simulé divers scénarios de sortie de confinement. Ils ont alors trouvé qu'un déconfinement non organisé pourrait être très délétère pour la population de l'Île-de-France et le système de santé. « *La levée du confinement sans stratégie de sortie entraînerait une deuxième vague écrasant largement le système de santé* ».

Une quarantaine d'essais cliniques autour du nouveau coronavirus impliquent actuellement des établissements de santé français. Le plus important d'entre eux s'appelle Discovery. De dimension

européenne, il compte 25 établissements français participants, chapeautés par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Il compare l'efficacité de quatre traitements sur autant de groupes de patients.

Il apparaîtrait que le SARS-CoV-2 pourrait se comporter à terme en mode « grippe saisonnière », avec des mutations en cours (à confirmer, les premiers résultats des recherches demandent encore une validation scientifique). Selon la revue Futura Santé, 70 vaccins contre le coronavirus sont en conception, dont 3 en phase clinique : « La communauté scientifique s'est mobilisée afin de trouver la bonne formule vaccinale pour lutter contre ce virus inconnu quelques mois auparavant. Selon l'OMS, qui publie une liste des vaccins candidats, 67 ont prouvé leur efficacité in vitro et sont en phase préclinique. De plus, trois en sont au stade clinique de phase 1 et prêts à être testés sur une quarantaine de volontaires. »

Sources :

https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/04/13/nous-tiendrons-l-integralite-du-discours-d-emmanuel-macron_6036480_823448.html

<https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-14-avril-2020>

https://www.ladepeche.fr/2020/04/14/deconfinement-jean-michel-blanquer-annonce-que-le-retour-a-lecole-ne-sera-pas-obligatoire-le-11-mai_8845940.php

https://www.sciencesetavenir.fr/sante/l-inserm-evalue-l-efficacite-du-confinement-et-etudie-diverses-strategies-de-deconfinement_143518

<https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-70-vaccins-coronavirus-sont-conception-3-phase-clinique-80577/>

Clin d'œil :



Activité économique générale

Plus de la moitié de l'humanité (4 milliards de personnes dans plus de 100 pays) reste confinée, selon des modalités très variables d'un pays à l'autre, ce qui rajoute une inconnue de taille sur la durée et les critères de déconfinement. Ces mesures ont un coût immense et des secteurs entiers de l'économie sont paralysés, les échanges commerciaux dégringolent, le chômage s'envole. Le FMI (Fonds Monétaire International) prévoit que le PIB mondial devrait se replier de 3% en 2020, et la récession en France serait selon l'institution de Washington de -7,2%.

Selon la Banque de France, la perte de PIB au premier trimestre est estimée à -6 %, soit une perte de 1,5 % de PIB annuel par semaine de confinement. La perte d'activité pour le secteur agricole et agroalimentaire est de -6% par semaine de confinement.

Selon les chiffres publiés par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) le 16/04, le marché automobile européen s'est effondré de 55 % en mars. Sur les trois premiers mois de l'année, les nouvelles immatriculations se replient de 25,6 %. Tous les marchés européens sont dans le rouge écarlate en mars 2020, notamment l'Italie (-85,4%), la France (-72,2%), l'Espagne (-69,3%) et l'Allemagne (-37,7 %). Par rapport à mars 2019, le groupe Renault a vu ses immatriculations chuter de 64,7% tandis que le groupe PSA a vu les siennes baisser de 68,1%.

En France, le chômage partiel touchait au 15/04/2020 732.000 entreprises et 8,7 millions de salariés, soit plus de 40 % de l'emploi du secteur privé. Sur 3 mois, le coût pour les finances publiques dépasserait 24 milliards d'euros. Selon l'INSEE, l'activité économique a chuté d'un tiers depuis le 17 mars, début du confinement.

Les plans de soutien pour préserver la machine économique n'ont jamais été aussi massifs dans l'histoire du capitalisme depuis le 19^{ième} siècle. L'Union Européenne vient de trouver un accord le 09/04 pour un plan de soutien de 540 milliards d'euros. Il comporte trois éléments principaux : une ligne de crédits de 240 milliards d'euros via le mécanisme européen de stabilité pour les dépenses de santé ; 100 milliards d'euros pour les mesures de chômage partiel ; un fond de garantie permettant à la Banque européenne d'investissement de prêter jusqu'à 200 milliards aux entreprises. Les détails doivent être précisés ces prochains jours.

En France, le plan de soutien à l'économie a été doublé et atteint 110 milliards d'euros. Le financement de l'activité partielle est porté à 24 milliards d'euros et le fonds de solidarité en faveur des très petites entreprises et des indépendants est porté à 7 milliards d'euros.

En Nouvelle-Aquitaine, le Conseil régional vient d'adopter le 15/04/2020 un plan d'urgence, notamment à destination des secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. La principale mesure financière qui concerne nos secteurs vient en complément du plan d'urgence national : les entreprises de moins de 1 M€ de CA qui ont bénéficié du soutien de l'Etat (1.500 €) pourront percevoir jusqu'à 5.000 € d'aides régionales pour honorer des échéances à 30 jours, à condition d'avoir au moins un salarié. Les activités agricoles relevant des filières de production saisonnières (ostréiculture, horticulture, agneaux, chevreaux, fraises et asperges) sont éligibles au Fonds de Prêts aux TPE et PME, doté de 20 M€, pour renforcer la trésorerie des entreprises.

Prix du pétrole

Les pays de l'OPEP, emmenés par l'Arabie saoudite et la Russie, se sont mis d'accord pour réduire leur production d'environ 20 millions de barils par jour en mai et en juin, ce qui représente 20 % de la consommation mondiale avant la pandémie due au coronavirus. Pour mémoire, la plus importante baisse de ce type remonte à la crise financière de 2008, quand l'OPEP avait réduit son offre de 2,2 millions de barils par jour. La demande mondiale a baissé d'environ un tiers, et les stocks s'accumulent : les prix restent donc sous pression, en attendant la concrétisation de l'accord (le pétrole brent est à 27 \$/b le 17/04).

Marchés financiers

Les bourses : après avoir fondu d'un tiers en deux mois, les bourses mondiales se sont reprises après les annonces de soutien massif à l'économie dans les grands pays : elles en sont maintenant à une baisse d'un quart par rapport aux niveaux d'avant-crise, mais ne remontent pas plus depuis 10 jours.

Les marchés des changes : la parité euro-dollar fait du yoyo, mais en tendance, l'euro s'affaiblit, ce qui est favorable aux exportateurs européens (1,08 €//\$ au 17/04). Bien que très instable, la parité de l'euro vis-à-vis de la livre sterling se maintient au même niveau qu'en 2019. Par contre, les monnaies de grands pays exportateurs (Russie, Brésil, Pologne) dévissent, ce qui va peser sur les prix agricoles des grands marchés

internationaux, mais aussi sur les prix alimentaires des importations dans ces pays, qui commencent à flamber.

Relations économiques et commerciales

La majorité des réseaux de distribution alimentaire ont joué le jeu de la mise en avant et de la préférence aux produits français. Attention toutefois, certains magasins n'ont pas toujours suivi les consignes nationales et ont profité de la communication sur les produits tout en ne retirant pas les produits d'import. Sur le terrain des observations et constats sévères se font jour.

La concentration des achats sur les produits de grande consommation (PGC) se confirme. Ceux sous SIQO et appellation d'origine, à caractère fermier, etc. souffrent du resserrement tant de la demande que des gammes proposées par la distribution. Ce phénomène se vérifie tout particulièrement pour les fromages "AOP" qui sont victimes de la fermeture ou de la désaffectation des rayons à la coupe au profit des PGC tels que l'emmental, le camembert, etc., mais également d'une bonne partie des marchés ouverts.

La tendance à la modification des circuits d'approvisionnement se confirme. Les commerces de proximité (supérettes ; primeurs et boucheries de quartier ; ...) voient, pour la plupart, leurs chiffres d'affaires progresser. Il en est de même pour les systèmes de drive fermiers ou non.

Ces modifications de mode d'approvisionnement alimentaire (lieu d'achat / type de produit), ou tout du moins cette démonstration de la capacité de nos concitoyens à le faire évoluer, devront être prises en compte dans l'après crise.

Banques

Les mesures d'accompagnement, que ce soit le Prêt Garanti par l'Etat (PGE) ou les "pauses" sur les échéanciers en cours, ne se mettent réellement en place que depuis début avril. Le premier bilan à l'échelle de Nouvelle-Aquitaine révèle que le secteur agricole représente, à date, 7 % des PGE et 10 % des demandes de pause.

A contrario de ce qui est courant dans les autres secteurs d'activité, la majorité des entreprises agricoles ne réalisent pas d'état comptable selon une périodicité inférieure à un mois. Ainsi, les banques ne s'attendent pas à avoir un afflux de PGE avant la première quinzaine de mai, qui, au regard de la situation du chiffre d'affaires d'avril, permettra de faire une première approche des besoins de couverture. Les secteurs horticoles et légumiers, ainsi que toutes les productions dont les ventes sont en majorité sur la saison en cours, sont attendus comme les premiers demandeurs.

Suite au discours du Président de la République, le 13 avril dernier, dans lequel il mentionne la nécessaire mobilisation des secteurs bancaire et assurantiel, le débat autour de la couverture du "péril sanitaire" est d'ores et déjà entamé, nouveau chapitre de la thématique de la gestion des risques et du développement de la résilience des entreprises.

Lien web : <https://www.argusdelassurance.com/les-assureurs/coronavirus-la-couverture-du-peril-sanitaire-en-debat.163091>

Asperges (sources : RNM Agen /CDA40 & CDA33)

Sources : RNM Agen / Réseau des CDAs

Crise conjoncturelle depuis vendredi 20/03 (semaine 12)

Malgré le confinement, la demande est dynamique, comme à son habitude en période de week-end de Pâques, les consommateurs sont bien présents dans les GMS.

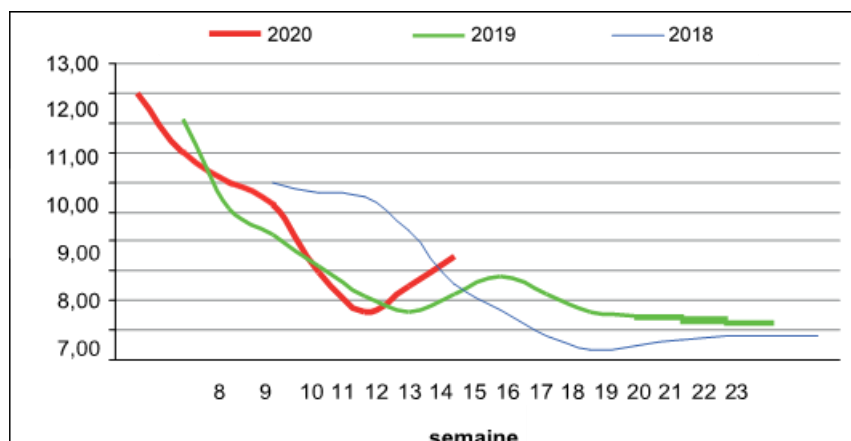
Le deuxième pic de production se passe actuellement et les grands ateliers de productions souffrent d'un manque de main-d'œuvre.

Les prix de l'asperge se maintiennent sur la semaine 16.

Témoignage de l'unité COPADAX dans les Landes :

Depuis le confinement du 17 mars l'asperge est en crise. Copadax a demandé de réduire de 50 % les volumes de récolte sur les semaines 12-13-14. Cela signifie l'arrêt des jeunes plantations prématurément soit une perte de 1.5t / ha sur une surface de 40 ha. Cela se traduit également par une diminution ponctuelle (semaine 13) de 50 à 60% des récoltes grâce au paillage face blanche qui permet de ralentir la pousse. Sur le volume réceptionné en cette période, les prix étaient en situation de crise. Depuis la fin de semaine 14 la commercialisation est repartie.

Asperge violette Sud-Ouest cat.I 16-22mm plateau (le kg)



Période	Prix
sem 10	9,00
sem 11	8,25
sem 12	5,92
sem 13	4,60
Sem 14	5,48
sem 15	6,48
sem 16 (estimation)	6,40

Fraises (sources : RNM Agen /CDA47 & CDA24)

Sources : RNM Agen / Réseau des CDAs

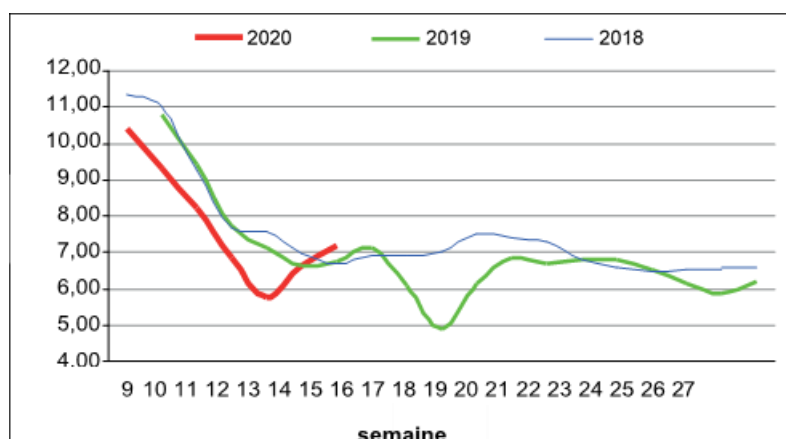
La main d'œuvre reste le sujet de préoccupation des fraiseiculteurs. Les pics de production de la fraise ronde sont attendus sur les 3 prochaines semaines.

Les volumes de production sont en croissance grâce aux températures élevées, en particulier sur la fraise ronde. La production de Gariguette arrive en fin de campagne.

La demande est dynamique et la GMS a bien écoulé ses produits lors du week-end de Pâques et a maintenu ses besoins sur cette semaine.

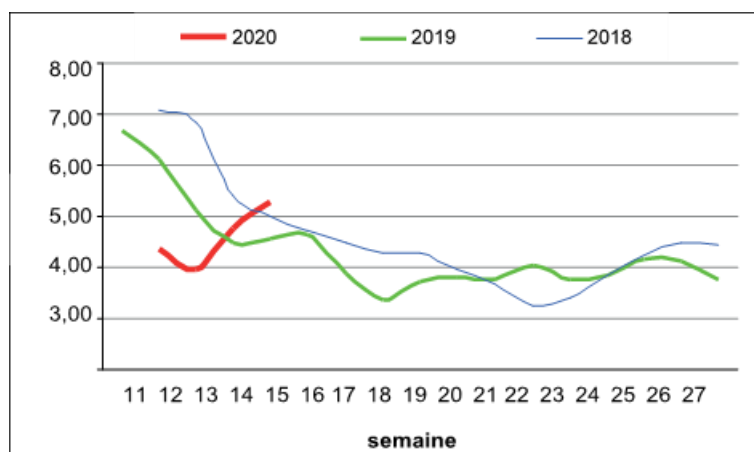
Les prix augmentent légèrement sur les produits gariguette : +10 centimes d'euros payé au producteur, alors qu'ils baisseraient de 20 centimes d'€ sur la fraise ronde.

Fraise Gariguette Sud-Ouest cat.I barq.250g (le kg)



Période	Prix
sem 13	5,78
sem 14	6,64
sem 15	7,20
sem 16 (estimation)	7,30

Fraise standard Sud-Ouest cat.I barq.500g (le kg)



Période	Prix
sem 13	3,97
sem 14	4,78
sem 15	5,28
sem 16 (estimation)	5,18

Source : RNM Agen

Horticulture et Pépinière

Les disparités, déjà évoquées, entre départements quant aux adaptations nécessaires pour tenter de sauver un tant soit peu les ventes de la saison printanière (50 à 80 % du chiffre d'affaires annuel) ont tendance à s'affirmer. Des Préfets ont autorisé l'ouverture des établissements et serres au public sous condition de mise en œuvre des mesures de distanciation et gestes barrières (fourniture de gel hydroalcoolique et/ou de gants / désinfection des terminaux de paiement / ...) par les exploitants. Dans d'autres départements, seule la vente via livraison ou en drive est autorisée, et parfois, pour ce dernier mode, il est précisé que la commande doit être en majeure partie constituée de plants à vocation alimentaire. Dès lors, bon nombre de structures ont engagé la destruction de leur production à caractère environnemental. Les premières estimations de chute de chiffre d'affaires approchent les 75 % par rapport à une saison de printemps normal, ceci sans préjuger des pertes futures occasionnées suite à la captation irrémédiable de la clientèle par des enseignes qui ont pu proposer une offre "jardin" tout au long de la crise.

Les assouplissements quant à la vente des plants de légumes et fruitiers accordés par les Préfets sont disparates selon les départements de Nouvelle-Aquitaine. A minima, les formules "drive" ou en livraison à domicile et en points relais se mettent en place. Point positif, beaucoup d'établissements développent de nouveaux modèles de mise en marché, principalement au travers de sites internet et de systèmes de commande par téléphone, aujourd'hui en place, ils devraient perdurer une fois la crise passée. Si cela peut constituer un palliatif, l'ensemble de la Profession relève une baisse très sensible du chiffre d'affaires. Ainsi, des bandes de production initialement destinées soit à la vente directe, soit en demi-gros chez des revendeurs ou fleuristes, qui n'ont pas pu trouver preneur à temps sont détruites. En parallèle, les professionnels n'acceptent pas la distorsion de concurrence avec les GMS, qui n'ont jamais fermé leurs linéaires "jardin", et depuis quelques jours face aux grandes enseignes de jardinerie qui rouvrent l'ensemble de leurs rayons à la clientèle à la faveur de l'annonce : "L'ouverture des jardinerie qui vendent de la nourriture pour animaux peuvent proposer à la vente l'ensemble des produits du magasin... sans pour autant que le décret du 23 mars 2020 doive être modifié". Tandis que la saison "jardin" bat son plein dopée par une météo favorable, cette situation est difficile à supporter. Parlementaires et Préfets sont interpellés par les producteurs sur la base d'un courrier type proposé par le syndicalisme régional ou national. Des demandes de soutiens spécifiques aux producteurs de la filière se font jour sur la région.

Grandes cultures et alimentation animale

Les écarts entre les marchés céréaliers et oléagineux se font de plus en plus importants. Plus particulièrement, les céréales à destination de la consommation humaine occasionnent de très fortes tensions sur les marchés mondiaux. Les pays de la Mer Noire (Russie, Ukraine, Kazakhstan) vont limiter les volumes d'exportations de céréales jusqu'à la fin de la campagne 2019/2020 (donc fin juin 2020), retirant du marché international au moins de 3 à 4 millions de tonnes de blé pour les 3 prochains mois. Le blé flirte avec les 200 €/tonne, et les exportations se maintiennent à des niveaux élevés depuis le début de l'année. Le maïs et le soja ont fortement dévissé à la bourse de Chicago avec les perspectives de ralentissement de la consommation animale, de même que toutes les productions agricoles liées au prix des hydrocarbures (sucre, palme), qui sont en chute libre. (Source : APCA).

En alimentation animale, les flux d'exportation de soja n'ont pas réellement été impactés puisque, selon les douanes brésiliennes, les exportations de fèves de soja ont été de 11,6 Mt en mars (+36% /2019), un niveau jamais égalé pour ce mois. Les exportations de tourteaux ont également été supérieures à celles de l'an dernier (+11%). La récolte brésilienne de soja, dont les travaux touchent à leur fin, est en effet record (environ 125 Mt). En revanche, de vraies difficultés logistiques sont rapportées en Argentine, premier exportateur mondial de tourteau de soja (droit de retrait des dockers, interdiction du passage des camions par certaines localités). Si une faible proportion des achats français provient d'Argentine (3,5% en 2019), ce pays fournit 40% des approvisionnements de l'Union Européenne en tourteau de soja (Comext, 2019). La gestion de l'épidémie en Amérique du Sud, et son impact sur la filière soja, restera donc à surveiller au cours des semaines à venir.

Parallèlement, la baisse du besoin en huile végétale pour le secteur des biodiesels et le manque de graines de colza conduisent à une réduction de l'activité des tritrateurs français et européens. OilWorld, cabinet de référence pour l'analyse du marché des huiles, attend ainsi une diminution de l'activité européenne de trituration sur la période avril-juin de -11% /2019. La chute des cours du pétrole a fortement impacté les marges des industriels et le contexte actuel limite la demande en carburant. Par ailleurs, un incendie, survenu mi-mars dans une usine de trituration française (près de Rouen), a déjà entraîné un arrêt de l'atelier d'estérification. En conséquence, la production de tourteau de colza se réduit, conduisant au renchérissement des prix observés récemment. (Source : Institut de l'élevage).

Filières laitières

Lait de vache : La crise liée au Covid 19 et aux mesures visant à limiter la pandémie désorganise profondément les marchés laitiers. D'un côté, des usines tournent au maximum de leur capacité pour répondre à une demande en forte hausse sur certains produits en grande distribution. De l'autre, les ventes sont en nette baisse pour les fromages traditionnels ainsi que les produits destinés à la restauration, aux industries agro-alimentaires et à l'export induisant un déséquilibre offre/demande qui implique de stocker les produits qui peuvent l'être, dans la limite des capacités de stockage disponibles, et d'interrompre certaines fabrications. Ainsi, il est essentiel de limiter le pic de collecte d'avril pour éviter d'avoir à jeter du lait. Les cotations du beurre et surtout de la poudre de lait écrémé dégringolent. Les cours du beurre ont perdu 290 euros en 3 semaines et ceux de la poudre de lait écrémé ont chuté de 790 €/t depuis début février, dont 580 €/t sur les 4 dernières semaines.

La dégradation de la conjoncture est encore plus violente aux États-Unis et au Royaume-Uni, où un nombre croissant d'éleveurs laitiers doivent jeter du lait faute de débouchés. Face à l'excès de ressource laitière, les fabrications de produits de report (poudre maigre et beurre) sont relancées, les stocks grossissent de nouveau et les cours s'effondrent.

Le bond des achats des ménages en libre-service en grande distribution sur les semaines 11 et 12 en particulier pour le lait liquide, le beurre et la crème, se tasse en semaine 13 et 14 mais la hausse demeure significative pour les grandes familles de produits laitiers. (Source : CNIEL).

Le Ministre de l'agriculture, Didier Guillaume, a demandé que la Commission européenne mette en place des mesures de stockage et de réduction de la collecte de « *manière urgentissime* ».

Lait de chèvre : A 26 millions de litres en janvier 2020, la collecte de lait de chèvre avait progressé de +5% /2019, d'après l'enquête mensuelle laitière. Elle aurait progressé un peu moins vite en février de près de +3% /2019, d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. L'année 2020 a donc démarré fort, grâce au développement de la dessaisonalisation des troupeaux et à la bonne qualité des fourrages stockés en 2019.

La nouvelle campagne à peine lancée, les éleveurs sont incités à lever le pied par les laiteries qui, depuis la mi-mars, sont confrontées à des problèmes logistiques, mais surtout commerciaux. D'une part, elles subissent un absentéisme croissant qui perturbe et ralentit les chaînes d'approvisionnement et de fabrication (arrêts de travail et « l'observation stricte de consignes de sécurité ». En Nouvelle-Aquitaine, cette baisse de productivité atteint 25%, mais la situation évolue de jour en jour. Les éleveurs sont donc incités à réaliser une gestion très prudente de la conduite en élevage. La priorité doit être mise dans la gestion sanitaire du troupeau, à pouvoir anticiper la période de réforme ou tarissement des chèvres et ajuster les rations distribuées. Dans certaines situations, le passage de tout ou une partie du troupeau en monotraite peut être envisagé, pour diminuer la production.

Les transformateurs doivent assurer le maintien de l'activité dans un contexte inédit, alors que les débouchés des produits transformés sont bouleversés. Simultanément, l'ANICAP sollicite les pouvoirs publics pour déclencher l'aide au stockage privé et la prise en charge de la destruction de lait pour les entreprises concernées.

Les restrictions de circulation puis de confinement ont un impact évident sur les achats des ménages qui deviennent le débouché quasi exclusif des produits alimentaires. Le commerce à l'export a été divisé par deux et les ventes à la restauration hors domicile ont fléchi de -85% (quelques structures restent ouvertes, notamment institutionnelles: santé, médico-social, armée...).

Si les volumes de ventes de fromages de chèvre affichaient une progression de l'ordre de +15% en GMS ces dernières semaines, le segment haut de gamme subit des pertes de marchés importantes. En effet, les fromages AOP se vendent principalement dans des circuits spécialisés : seulement 40% des volumes sont vendus dans les GMS. Le profil des commandes des GMS en temps de crise évolue en outre, en privilégiant les produits génériques, délaissant les petites séries. De nombreux magasins ont réduit voire fermé les rayons à la coupe, plus exigeants en personnel, pour simplifier l'organisation du travail et privilégier la mise en barquette en linéaire ou en Drive, d'autant qu'ils font face à un absentéisme croissant.

Par ailleurs, la fermeture de la restauration commerciale, puis celle des marchés de plein air affectent directement les fromagers fermiers, positionnés majoritairement sur ces marchés. Selon les régions, ils ont pu éventuellement livrer leur lait à des laiteries ayant la capacité d'absorber ces volumes, mais à des prix de vente bien moindres que la valorisation habituelle. Ils peuvent aussi reporter l'utilisation du lait (par exemple, en le transformant en pâte pressée, en congelant le caillé ou en stockant les produits de reports). Encore doivent-ils disposer de trésorerie pendant au moins la durée du confinement. Finalement, certains éleveurs sont contraints de détruire leur lait, faute de solutions. D'autres ont cependant l'opportunité de se joindre à des drives fermiers existants ou organisés pour l'occasion, et bénéficient aujourd'hui de la réouverture partielle des marchés de plein vent. (Source : Institut de l'élevage).

Porcs

La cotation poursuit une lente érosion dans un marché toujours tendu avec un déséquilibre matière toujours confronté au changement de mode de consommation. L'export se maintient.

Après une nette progression des achats au détail lors de la phase de stockage en semaines 11 et 12, la demande des particuliers se tasse de nouveau sur ces derniers jours. Elle ne compense pas l'effondrement du débouché de la restauration hors domicile ou commerciale. Ainsi, les abattages sont en réduction d'une part en raison du manque de visibilité de l'aval d'autre part puisqu'ils sont impactés par la baisse de productivité des chaînes (manque de main d'œuvre et mise en place des mesures "barrières"). L'activité export reste toujours handicapée par des soucis logistiques qui perdurent (disponibilité des containers réfrigérés). De même, le bras de fer avec les transporteurs est toujours d'actualité, ces derniers souhaitant reporter l'augmentation de leurs frais induits par un accroissement des voyages "non pleins" voire "à vide".

Dans ce contexte, les cours poursuivent leur lente dégradation. La zone "Sud-Ouest", avec le produit "Jambon de Bayonne", ressent nettement le ralentissement des commandes par les salaisonniers. Ils anticipent les conséquences du resserrement des achats vers les produits de grande consommation (PGC) et de la baisse des opérations promotionnelles organisées par les GMS. Reste à savoir quel sera l'impact sur l'équilibre matière de la montée en puissance des achats pour grillade avec l'approche de l'été.

Bovin Viande

Bovins maigres : Pour cette semaine, les opérateurs font état d'expéditions vers l'Italie ayant retrouvé un niveau normal par rapport aux campagnes précédentes. La demande transalpine est toujours très sélective. Ainsi, si la cotation moyenne reste stable, les bornes extrêmes s'éloignent l'une de l'autre. La baisse des naissances a engendré une réduction de l'offre. De fait, les bons sujets (poids suffisant compte tenu de la période et vaccination FCO effectuée) sont recherchés. A l'inverse, les veaux ne correspondant pas aux exigences "export" ne trouvent preneur que sur le territoire national et subissent une nette pression sur les prix. Point de vigilance : les expéditions vers l'Espagne sont de plus en plus difficiles, en raison de l'encombrement du marché local.

Bovins finis :

Profond désaccord sur l'ensemble de la filière quant à l'analyse du marché. Pour de nombreux opérateurs régionaux, le marché du Jeune Bovin est toujours dégradé sur la zone du Sud-Est de l'UE. Les soucis d'équilibre matière, issus de la modification des modes de consommation, perdurent. Selon eux, seule la reprise d'activité de la restauration hors foyer semble à même de stabiliser la situation. A l'opposé de la tendance nationale relatée dans la note hebdomadaire d'Interbev, en Nouvelle-Aquitaine, des organisations de producteurs annoncent des stocks en ferme qui s'alourdissent. Les délais entre annonce et enlèvement sont présentés comme dépassant les deux semaines. Avec un coût journalier entre 1,5 et 2 € par tête, la marge se dégraderait rapidement. Dans cette ambiance, la pression sur la cotation est forte. Elle a perdu tous les gains enregistrés en fin d'année 2019, et s'est affaïssée de 0,15 € depuis le début de la crise. Dans ce contexte "prix de vente" et face à des matières premières alimentaires faisant le "yo-yo" à la hausse, l'indicateur de prix objectif se dégrade. Si, depuis le début de l'année, la cotation affichait un défaut de 0,15 € (pour permettre une rémunération "objectif" de 1,5 SMIC), celui-ci atteignait 0,33 € en semaine 15 (cf. graphique ci-dessous).



Le marché des vaches est très segmenté. Les très bons sujets, orientés vers la boucherie détail, bénéficient de cours satisfaisants mais leur nombre reste limité tant que les GSM n'auront pas repris leur niveau d'activité habituel sur ce secteur. La commercialisation des animaux destinés à la restauration, bute toujours sur l'absence de ce débouché. Beaucoup sont orientés vers la filière steak haché dont la consommation progresse nettement, mais sans une revalorisation du prix de ce produit, les cours pratiqués sont très loin de couvrir le coût de production.

Au niveau national la FNB argue que les stocks d'animaux dans les fermes sont loin d'être aussi importants qu'annoncés par les structures d'aval. Par ailleurs, elle constate que les achats de viande bovine au détail progressent. C'est pourquoi, l'amont de la filière ne comprend pas l'orientation des cotations. Une action syndicale de rétention des animaux en ferme est portée par la FNB, lien web : <https://www.agri-mutuel.com/politique-economie/les-eleveurs-appelles-a-suspendre-leurs-ventes/>

Les tensions sur les débouchés du 5ème quartier s'intensifient. Les abattoirs sont proches de la saturation du point de vue du stockage des cuirs dont la valeur est nulle sur le marché.

Quinze parlementaires (dont 5 de Nouvelle-Aquitaine) ont demandé l'activation des mécanismes de retrait prévus par la Politique Agricole Commune, lien web : <https://www.leidd.fr/Politique/tribune-filieres-viandes-pour-un-plan-de-sauvetage-des-eleveurs-face-a-la-crise-du-covid-19-3961162>

Par la voie de son Président, la section bovine d'Interbev annonce qu'elle "publiera en début de semaine prochaine les chiffres précis de stocks de bovins sur pied dans les exploitations" (source Agrapresse), l'objectif est de fournir des données objectives afin de clarifier le débat entre les différentes parties.

Chevreaux et agneaux

En agneaux, le marché a connu un brusque retournement sur la semaine pascale. Les actions de communication et de préférence en faveur de l'agneau français, ainsi que "l'adaptation de l'offre à la demande des consommateurs avec des conditionnements adaptés au libre-service et des portions plus réduites" (source FNO) ont porté leurs fruits. Ainsi, la demande, bien qu'en retrait, a été tout de même au rendez-vous et les commandes ont été passées au dernier moment, ce qui a pu déstabiliser certaines filières de notre région. Des organisations de producteurs ont cherché des agneaux tandis qu'elles mettaient en place des solutions alternatives de commercialisation quelques jours auparavant. Les abattoirs ont également subi une pression importante. Mais c'est bien au niveau de la production que la situation est la plus tendue. Si pour beaucoup d'élevages de la région, les stocks en bergerie se sont nettement amoindris, les cours sont restés très largement inférieurs à ceux connus sur les campagnes précédentes (perte de 0,45 € par kg carcasse sur la moyenne d'avril non pondérée sur les volumes). Au plus fort des ventes, un différentiel à la baisse de 1 € est constaté par la FNO, et ce malgré une très légère hausse juste avant Pâques qui aurait pu être plus forte eu égard à la hausse brutale de la demande. En effet, la grande distribution a su maintenir la pression sur les prix argumentant au travers de ses efforts de retrait des morceaux importés.

Les sorties vont se poursuivre, mais le marché pourrait être sous pression de l'extension de la période de confinement. Elle obère le débouché de la restauration hors foyer. Par ailleurs, il convient d'avoir à l'esprit que la distribution détient toujours en stock et/ou a en cours d'acheminement des produits en provenance de Nouvelle-Zélande qu'il lui faudra bien écouler.

(lien web : <http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/apres-paques-il-reste-plus-de-60000-aagneaux-aecouler-par-semaine-1,13,1167067909.html>)

La filière engraissement de chevreaux est très affectée par la perte de débouchés à l'exportation (Italie, Espagne, Portugal, Suisse) et la baisse de la consommation intérieure de 50 % malgré les efforts de la grande distribution. L'exportation représente 70 % du marché.

Globalement, la demande chute de 35 % en volume et de 40 % en valeur pour cette période de Pâques. Le consommateur français n'a pas été au rendez-vous cette année, malgré un prix d'achat en baisse de 4-5 €/kg. Heureusement, les exportations, notamment vers l'Italie, ont été moins catastrophiques que les prévisions permettant d'assurer l'enlèvement de la quasi-totalité des chevreaux en élevage la semaine précédant Pâques. Les engraisseurs envisagent de stopper le ramassage des chevreaux de 4j à partir de fin avril en raison de la conjoncture, mais aussi des difficultés économiques pour redémarrer leur activité lors de la prochaine campagne des mises bas.

L'interprofession du bétail et des viandes se mobilise pour trouver des solutions en interpellant la filière laitière ainsi que la Commission Européenne pour accorder un soutien exceptionnel aux producteurs. (Source : O Pagnot – CDA 86).

Volailles de chair

Pour la majorité des organismes de production de volailles de la région, il n'y a pas de conséquences majeures liées à cette crise sanitaire. En revanche, les impacts se font davantage ressentir pour les producteurs de cailles et pour les couvoirs. Pour les Organismes de production, les craintes pour les prochains mois sont surtout liées à l'augmentation du prix des matières premières et de l'aliment, sans possibilité de passer des hausses aux abattoirs. Certains points de vigilance portent également sur le retard dans la construction de nouveaux bâtiments.

Suite à la fermeture de l'export, il y a eu des annulations de commande de poussins en incubation et la destruction d'œufs dans certains couvoirs de Nouvelle-Aquitaine.

Selon l'ANVOL, sur les marchés du poulet et de la dinde, une partie des volumes traditionnellement destinés à la Restauration Hors Domicile a pu être réorientée vers la distribution alimentaire. Au final, la perte globale sur ces deux productions est estimée à 5% des volumes avec toutefois la création de stocks importants (équilibre filets, cuisses, ailes), liés à la concurrence agressive des importations.

En revanche, les filières canard, pintade, caille, pigeon, poulet de Bresse sont dans des situations très difficiles, ventes en baisse de 40% pour les deux premières et de 80 % pour les autres. Dans ces conditions, les stocks s'accumulent dans les entreprises et les vides sanitaires s'allongent chez les éleveurs. La profession a estimé que les stocks de viande de volaille à fin juin seraient de 23 000 tonnes. Dans ce contexte, la filière souhaite que l'aide au stockage privé soit élargie à la volaille. Un chiffrage plus précis est en cours (durée et coûts).

L'ANVOL demande que la France obtienne de la Commission d'ajuster les importations en provenance des pays tiers pour le second semestre 2020. Par ailleurs, pour identifier l'origine française, la filière demande que le décret qui prévoit l'obligation d'étiquetage de l'origine des viandes brutes en RHD (décret attendu

pour début juillet) soit étendu aux produits élaborés et transformés de volaille. De plus, ANVOL demande que l'indication de l'origine des viandes soit obligatoire dans les appels d'offre des collectivités.

Pour favoriser l'écoulement des stocks constitués, l'ANVOL s'associe pleinement à l'initiative d'INTERBEV qui vise à ouvrir la possibilité de privilégier une origine pour certains lots spécifiques dans le cadre de la commande publique via la rédaction d'une ordonnance qui s'inscrirait dans le cadre de mesures exceptionnelles permises par l'article 219 du règlement 1308/2013 portant Organisation Commune des Marchés.

La filière va solliciter les pouvoirs publics pour l'aider à financer un plan de sauvegarde des filières en difficulté. Il prévoira les modalités de préservation des reproducteurs et les aides pour accompagner les éleveurs en difficulté. Un chiffrage des pertes est en cours sur chacun des maillons des filières concernées. Ce plan de sauvegarde est fondamental pour éviter de voir disparaître des fleurons de la gastronomie française : canards, pintades, cailles, pigeons.

Palmipèdes gras

Le canard gras étant un produit à caractère festif, il ne fait pas partie des produits « de première nécessité » vers lesquels se tournent les consommateurs en cette période de confinement (annulation des rassemblements, repas familiaux, fêtes, etc.). De ce fait, les marchés des produits du palmipède à foie gras sont directement impactés sur leurs différents créneaux de commercialisation : la filière courte connaît de grosses pertes par l'annulation de commandes en canards prêts-à-engraisser et canards gras (produits frais et commerce), la fermeture des restaurants, salons et marchés de proximité, ainsi que par l'accès aux exploitations devenu difficile (pour la vente à la ferme). Ces pertes de débouchés conduisent de nombreux éleveurs à garder les animaux plus longtemps sur les ateliers. A ces éléments s'ajoutent également des inquiétudes sur le déroulement de la saison estivale (pour laquelle de nombreux événements festifs seront annulés ou reportés) ; en filière longue, les GMS ont largement réduit leur offre en rayon et donc leurs commandes avec notamment la suppression des catalogues de Pâques. On constate donc pour les producteurs des diminutions de mises en place et des durées d'élevage qui s'allongent. Pour les accouveurs, des destructions d'œufs sont d'ores et déjà opérées et des réformes d'animaux reproducteurs sont à prévoir sur les prochaines semaines.

Il faut noter que l'ambiance est extrêmement anxiogène pour les producteurs qui, sortant tout juste de deux crises d'influenza aviaire, ont dû réaliser des investissements très importants depuis 3 ans et qui sont, pour certains, déjà dans une situation économique fragile. Egalement, en addition à ces inquiétudes, la filière est sous la menace de la situation sanitaire en Europe de l'Est où l'on observe une multiplication des cas d'influenza aviaire hautement pathogène (H5N8) depuis le début de l'année 2020.

Zoom sur les tendances par département recueillies par les ANEFA

CHARENTE

Depuis le 16 mars : + 40 % d'offres / + 260 % de postes / + 189 % de candidats

ANEFA Charente incite les candidats à se rapprocher de leur ANEFA locale pour éviter des mobilités géographiques

C'est le seul département de Nouvelle-Aquitaine à connaître ce rebond d'offres et de postes (parallèlement aux candidats)

CHARENTE MARITIME- DEUX SEVRES- VIENNE

Profils de candidats nouveaux : intermittents du spectacle

Nombre normal d'offres

Travaux à venir : le relevage dans quelques semaines mais pas tout de suite

Réflexion en cours par rapport à l'hébergement saisonnier pour les melonniers comme chaque année ; hébergement adapté COVID à prévoir (1 personne par chambre ?...)

Beaucoup de sollicitations des médias (un reportage France 3 d'un producteur asperges à venir)

LIMOUSIN

Travaux à venir pour juin : éclaircissage de pommiers, travaux myrtilles Beaucoup d'entraide, de woofing

Afflux de candidats s'est calmé

DORDOGNE

Année "normale" en termes d'offres mais masse de candidats (+80 par jour !)

Proportion forte de chômeurs partiels et de retraités (jusqu'à 75 ans !)

800 nouvelles candidatures depuis l'annonce du 27 mars

318 offres d'emploi

GIRONDE

Problème de la baisse du volume vendu des viticulteurs ; du coup, ils n'embauchent plus car ils n'ont pas les fonds de trésorerie

+ 4 % d'offres

1000 candidats sur des travaux verts (doublement par rapport à 2019)

Afflux de candidats en camping-car qui viennent d'autres régions de France pour du travail saisonnier sans autorisation ! L'ANEFA les incite à chercher un emploi localement, il n'est pas possible de leur interdire de venir. Il y a aussi une responsabilité des employeurs à ne pas embaucher des non locaux.

Partenariat avec DROP DANS LES CHAMPS : tous les lundis, l'ANEFA leur transmet la liste des offres (L'association originaire de Bordeaux, Ovale citoyen, lance l'initiative "Drop dans les champs". Celle-ci vise à favoriser le recrutement de travailleurs réfugiés par des agriculteurs aquitains en manque de main d'œuvre.)

LANDES

Flux de candidats plus modéré depuis cette semaine

Flux normal d'offres

Hausse de la part de nouveaux employeurs qui demandent un accompagnement par l'ANEFA (effet positif de la communication)

PYRENEES ATLANTIQUES

Idem que le 10 avril : déception des candidats de ne pas avoir accès directement aux offres avec les contacts des employeurs

Bertrand DUMAS - Frank MICHEL - Anne-Marie MORENO - Christine NAVAILLES – ARGENTAA
Equipe régionale « Economie Prospective » de la Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle Aquitaine

Les informations, données et analyses retranscrites dans cette note peuvent être mentionnées et utilisées par des tiers sous réserve de mention de la source « Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle-Aquitaine »